

(1)

(N° 161.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 MARS 1920.

Projet de loi

sur l'exécution des clauses du Traité de Paix de Versailles
relatives aux contrats d'assurance sur la vie.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Parmi les dispositions du Traité de Paix de Versailles relatives aux contrats d'assurance, il en est une qui s'applique tout spécialement aux contrats d'assurance sur la vie et qui provoque l'intervention directe des puissances alliées ou associées dans les rapports de leurs ressortissants avec les Compagnies d'assurances allemandes.

Cette disposition est conçue en ces termes :

« Chaque puissance alliée ou associée aura, dans les trois mois qui suivront la mise en vigueur du présent Traité, la faculté de résilier tous les contrats d'assurance en cours, entre une Compagnie d'assurance allemande et ses ressortissants, dans des conditions soustrayant les dits ressortissants à tout préjudice. » (§ 12 de l'Annexe à la section V des Clauses économiques.)

L'application de cette clause du Traité de Paix intéresse particulièrement notre pays où les opérations des Compagnies d'assurance allemandes avaient pris, avant la guerre, une extension considérable. En décidant de résilier tous les contrats en vigueur souscrits par des Belges à des Compagnies allemandes, le Gouvernement du Roi a conscience qu'il choisit la solution qui répond aux sentiments des assurés belges aussi bien qu'à leurs véritables intérêts.

Mais le Gouvernement faillirait à la mission qui lui incombe si, après avoir résilié toutes les polices allemandes d'assurance sur la vie, il ne veillait point à ce que les droits légitimes de leurs titulaires belges soient entièrement sauvegardés.

Afin que la résiliation des contrats s'effectue, ainsi que le porte expressément le Traité de Paix, *dans des conditions soustrayant les intéressés à tout préjudice*, il appartiendra au Gouvernement belge d'exiger des Compagnies allemandes le versement, en francs, du montant des réserves mathématiques complètes afférentes à l'ensemble des contrats résiliés. En outre, le Gouvernement prendra les mesures

nécessaires à la garantie du droit que possède chaque assuré et qui consiste dans le maintien intégral des avantages prévus par son contrat.

Si l'on considère la dépréciation actuelle du mark, il est facile de se rendre compte de la véritable impossibilité pour les Compagnies allemandes, d'opérer le versement immédiat, en francs, de la part de leur actif attribuable aux contrats d'assurance sur la vie conclus en Belgique. Dans l'intérêt même de nos nationaux, et fermement résolu à ne faire abandon d'aucun de leurs droits légitimes, le Gouvernement estime qu'il y a lieu de prendre en considération une demande formulée par les Compagnies allemandes elles-mêmes et tendant à obtenir certains délais pour la libération de la dette qu'elles auront à reconnaître à l'époque de la résiliation des polices. Il va de soi que le Gouvernement belge ne consentirait à un accord sur ce point qu'à la condition expresse de recevoir toutes les garanties nécessaires à la stricte exécution des obligations prises par les Compagnies allemandes et, le cas échéant, par le Gouvernement allemand lui-même.

En ce qui concerne les mesures à prendre à l'égard des assurés belges titulaires d'un contrat en cours, le projet de loi qui vous est soumis prévoit que les contrats résiliés seront repris par le Gouvernement belge qui en assurera l'exécution. On conçoit, d'une part, que le seul moyen pratique et équitable de soustraire les ressortissants belges à tout préjudice du fait de l'annulation, vis-à-vis des Compagnies allemandes, de leurs contrats, est de faire revivre ceux-ci, dans des conditions telles qu'ils puissent sortir leurs pleins et entiers effets. D'autre part, n'est-il point évident que ces conditions doivent être réalisées par le Gouvernement lui-même, en raison de la responsabilité morale qu'il a assumée en résiliant les contrats ?

Conscient de cette responsabilité, le Gouvernement estime qu'il y a lieu d'instituer un Office spécial qui sera rattaché au Département de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, dans les attributions duquel rentrent toutes les questions relatives au contrôle des assurances. Cet office, qui jouira de la personnalité civile, en vue et dans les limites de l'exécution de sa mission, sera chargé de la gestion des contrats repris aux sociétés allemandes. Il est bien entendu qu'il ne pourra traiter de nouvelles opérations d'assurance. Ce sera un organisme de liquidation dont le rôle sera terminé après l'extinction normale de tous les contrats susvisés. C'est à cet office qu'il appartiendra, en outre, de veiller à ce que les obligations prises par les Compagnies allemandes vis-à-vis du Gouvernement belge soient strictement exécutées.

Le Traité de Paix renferme encore les dispositions suivantes, en ce qui concerne les contrats d'assurance sur la vie : « Les contrats d'assurance sur la vie passés » entre un assureur et une personne devenue par la suite ennemie ne seront pas » considérés comme annulés par la déclaration de guerre ou par le fait que la per- » sonne est devenue ennemie. Toute somme devenue exigible pendant la guerre, » aux termes d'un contrat qui, en vertu du paragraphe précédent, n'est pas consi- » déré comme annulé, sera recouvrable après la guerre. Cette somme sera aug- » mentée des intérêts à 5 p. c. l'an depuis la date de son exigibilité jusqu'au jour » du payement.

» Si le contrat est devenu caduc pendant la guerre par suite du non-paiement » des primes, ou s'il est devenu sans effet par suite du non-accomplissement des » clauses du contrat, l'assuré ou ses représentants ou ayants-droit, auront droit à

» tout moment pendant douze mois à dater du jour de la mise en vigueur du présent Traité, de réclamer à l'assureur la valeur de la police au jour de sa caducité ou de son annulation.

» Lorsque le contrat est devenu caduc pendant la guerre, par suite du non-paiement des primes par application des mesures de guerre, l'assuré ou ses représentants, ou ayants-droit, ont le droit, dans les trois mois qui suivront la mise en vigueur du présent Traité, de remettre le contrat en vigueur moyennant le paiement des primes éventuellement échues, augmentées des intérêts de 5 p. c. l'an. » (§ 11 de l'Annexe à la section V des clauses économiques.)

Le projet porte que le règlement des cas ainsi prévus sera également confié à l'Office de gestion et de liquidation qui pourra conclure avec les intéressés belges toutes conventions jugées utiles.

Vu la nécessité de prendre, dans un très bref délai, les diverses mesures que la situation comporte, le Gouvernement du Roi, Messieurs, attacherait le plus grand prix à ce que le projet de loi qu'il a l'honneur de vous présenter fût l'objet d'un vote d'urgence.

Pour le Ministre de l'Industrie, du Travail
et du Ravitaillement, empêché,

Le Ministre des Travaux-Publics,

ANSEELE.

PROJET DE LOI

sur l'exécution des clauses du Traité de paix de Versailles relatives aux contrats d'assurance sur la vie.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre Nom aux Chambres législatives, par Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement :

ARTICLE PREMIER.

Suivant la faculté qui lui est conférée par le Traité de Paix de Versailles (§ 12 de l'Annexe à la Section V des Clauses Économiques), le Gouvernement belge résilie, à la date du 10 avril 1920, tous les contrats d'assurance sur la vie en cours entre une compagnie d'assurance allemande et les ressortissants belges.

ART. 2.

Les contrats visés à l'article 1 sont repris par le Gouvernement belge, qui

WETSONTWERP

betreffende de uitvoering der bepalingen van het Vredesverdrag van Versailles, in verband met de levensverzekeringsovereenkomsten.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt, zal door Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading in Onzen Naam aan de Wetgevende Kamers voorgelegd worden :

EERSTE ARTIKEL.

Gebruik makende van het haar door het Vredesverdrag van Versailles (12^{de} paragraaf van het bijvoegsel tot Afdeling V der Economische bepalingen) verleende recht, verbreekt de Belgische Regeering, van 10 April 1920 af, al de van kracht zijnde levensverzekeringsovereenkomsten met eene Duitse verzekeringsvennootschap door Belgische staatsaanhoorigen gesloten.

ART. 2.

De bij artikel 1 bedoelde overeenkomsten worden overgenomen door de

en confie l'exécution, sous son contrôle, à un « Office de gestion et de liquidation » rattaché au Ministère de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement. Cet office sera institué dans des conditions à déterminer par arrêté royal. Il jouira de la personnification civile, en vue et dans les limites de l'exécution de sa mission.

ART. 3.

L'Office de gestion et de liquidation sera également chargé du règlement de tous les cas prévus par le paragraphe 11 de l'Annexe à la Section V des Clauses Économiques du Traité de Paix de Versailles.

ART. 4.

La présente loi entrera en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur Belge*.

Donné à Laeken, le 11 mars 1920.

Belgische Regeering die, onder haar toezicht de uitvoering ervan toevertrouwt aan een aan het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading verbonden « Ambt voor beheer en vereffening ». Dit ambt zal onder bij Koninklijk besluit vast te stellen voorwaarden, ingesteld worden. Het zal de rechtspersoonlijkheid genieten, met het oog op en binnen de palen van het uitvoeren zijner opdracht.

ART. 3.

Het Ambt voor beheer en vereffening wordt insgelijks belast met de afdoeining van al de bij paragraaf 11 van het bijvoegsel tot Afdeeling V der Economische bepalingen van het Vredesverdrag van Versailles voorziene aangelegenheden.

ART. 4.

Deze wet treedt in werking den dag harer bekendmaking in het *Staatsblad*.

Gegeven te Laken, den 11^e Maart 1920.

ALBERT.

Par le Roi :

Pour le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement empêché :

Le Ministre des Travaux Publics,

Van 's Konings wege :

Voor den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading, belet :

De Minister van Openbare Werken,

ANGEËLE.

(6)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12 MAART 1920.

Wetsontwerp

betreffende de uitvoering der bepalingen van het Vredesverdrag van Versailles,
in verband met de levensverzekeringsovereenkomsten.

Memorie van Toelichting

MIJNE HEEREN,

Onder de bepalingen van het Vredesverdrag van Versailles, die de verzekeringsovereenkomsten betreffen, is er een, die gansch bijzonder op de levensverzekeringsovereenkomsten van toepassing is en de rechtstreeksche bemiddeling der Verbonden of geassocieerde Mogendheden uitlokt in verband met de betrekking tusschen hun staatsaanhoorigen en de Duitse verzekeringsmaatschappijen.

Die bepaling zegt dat :

« Elke verbonden of geassocieerde Mogendheid zal binnen de drie maanden, die op het in werking treden van onderhavig Verdrag zullen volgen, het recht hebben al de tusschen een Duitse verzekeringsmaatschappij en hare onderhoorigen loopende verzekeringscontracten te breken, onder voorwaarden, die gezegde onderhoorigen van alle nadeel vrijwaren. » (§ 12 van het Bijvoegsel tot Afdeling V der Economische bepalingen.)

De toepassing dier bepaling van het Vredesverdrag is van hoofdzakelijk belang voor ons land waar, vóór den oorlog, de verrichtingen der Duitse verzekeringsmaatschappijen een groote uitbreiding hadden genomen. Met er toe te beslissen al de van kracht zijnde door Belgen bij Duitse maatschappijen onderteekende polissen te verbreken, is de Regeering des Konings er van bewust dat zij zich aansluit bij de oplossing, die zoowel met de gevoelens der Belgische verzekerden als met hun ware belangen strookt.

De Regeering zou echter aan de haar toevertrouwde opdracht te kort blijven zoo zij, na al de Duitse levensverzekeringopolissen te hebben verbroken, er niet op paste de billijke rechten van de belgische verzekerden geheel en al te beveiligen.

Opdat de verbreking der overeenkomsten gedaan worde zooals het

Vredesverdrag het uitdrukkelijk bepaalt : *onder voorwaarden die gezegd onderhoorigen van alle nadeel vrijwaren*, zal de Belgische Regeering van de Duitsche maatschappijen dienen te eischen dat zij, in franks, het bedrag storten der volle wiskundige reserves in verband met het gezamenlijk bedrag der verbroken overeenkomsten. De Regeering zal daarenboven de noodige maatregelen voorschrijven ten einde het recht te waarborgen dat elke verzekerde bezit om de bij zijn overeenkomst voorziene voordeelen geheel en al te behouden.

Als men nagaat hoe laag de wisselkoers van de mark thans staat, valt het gemakkelijk te beseffen dat het aan de Duitsche maatschappijen inderdaad onmogelijk is zoo maar dadelijk, in franks het op de in België gesloten levensverzekeringsovereenkomsten toerekenbaar gedeelte van hun activa te storten. In het belang zelf onzer staatsaanhoorigen en met het vast besluit geen afstand te doen van eenige hunner rechtsmatige eischen, acht de Regeering het oorbaar de voordracht in overweging te nemen, die van de Duitsche maatschappijen zelf uitging en waarbij om zekere termijnen werd verzocht voor de delging der schuld, waarvoor zij ten dage der verbreking der polis bekentenis zullen te verstrekken hebben. Het is buiten kijf, dat de Belgische Regeering slechts met een desbetreffend vergelijk genoeg zou nemen onder uitdrukkelijke voorwaarde dat al de vereischte waarborgen voor de stipte naleving der door de Duitsche maatschappijen genomen verplichtingen zouden worden gegeven, en, desgevallend, door de Duitsche Regeering zelf.

Wat de maatregelen betreft, die dienen genomen tegenover de Belgische titularissen van een van kracht zijnde verzekeringsovereenkomst, voorziet het u voorgelegde wetsontwerp dat de verbroken overeenkomsten zullen overgenomen worden door de Belgische Regeering, die de uitvoering er van zal verzekeren. Men begrijpt, enerzijds, dat het eenig praktisch en billijk middel om de Belgische staatsaanhoorigen te vrijwaren van alle nadeel, kunnende ontstaan uit de vernietiging hunner met Duitsche maatschappijen gesloten overeenkomsten, bestaat in deze weder te laten in kracht treden, onder zulke voorwaarden, dat de volle uitwerkselen er van onverminderd kunnen ten uitvoer gelegd worden. Is het anderzijds niet zonneklaar dat die voorwaarden door de Regeering zelf moeten verwezenlijkt worden, uit hoofde van de zedelijke verantwoordelijkheid, die zij op zich genomen heeft met de overeenkomsten te verbreken?

Van die verantwoordelijkheid bewust, acht de Regeering het oorbaar een bijzonderen dienst tot stand te brengen, die verbonden zal zijn aan het Departement van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading, in wiens bevoegdheid al de aangelegenheden, betreffende het verzekeringstoezicht, vallen. Deze dienst, welke rechtspersoonlijkheid zal genieten, met het oog op en binnen de palen van de tenuitvoerlegging zijner opdracht, zal belast zijn met het beheer der van de Duitsche maatschappijen overgenomen overeenkomsten. Nieuwe verzekeringen moeten uitdrukkelijk uit zijn werkzaamheden gesloten blijven. Het zal uitsluitend een inrichting van vereffening zijn, waarvan de rol ten einde zal loopen na de normale verstrijking van al de bovenbedoelde overeenkomsten. Deze dienst zal er bovendien moeten voor zorgen

dat de door de Duitse maatschappijen tegenover de Belgische Regeering aangegane verplichtingen, stipt worden nageleefd.

Het Vredesverdrag bevat nog de volgende bepalingen betreffende de levensverzekeringsovereenkomsten : « De levensverzekeringscontracten » gesloten tussehen eenen verzekeraar en eenen persoon, die daarna een vijand » geworden is, zullen niet als vernietigd beschouwd worden uit hoofde van » de oorlogsverklaring of omdat de persoon vijandelijk geworden is.

» Elke som die binnen den oorlog eischbaar geworden is, krachtens een » contract dat, overeenkomstig de voorgaande paragraaf, niet als nietig aan- » gezien wordt, zal na den oorlog invorderbaar zijn. Deze som zal vermeer- » derd worden met de interesten aan 5 t. h. per jaar, van den dag harer » eischbaarheid tot den dag der betaling.

» Indien het contract vervallen is tijdens den oorlog, uit hoofde van het » niet-betalen der premiën, of indien het geen uitwetsel meer heeft ten » gevolge der niet-ervulling van de bepalingen van het contract, zullen de » verzekerde of zijne vertegenwoordigers of zijne gerechtigden het recht » hebben op elk oogenblik, gedurende twaalf maanden, te rekenen van den » dag van het in werking treden van onderhavig Verdrag, van den verzeke- » raar de poliswaarde te vorderen op den dag van het verval van het con- » tract of van zijne nietigverklaring.

« Als het contract tijdens den oorlog vervallen is, uit hoofde van niet- » betaling der premiën bij toepassing van de oorlogsmaatregelen, hebben » de verzekerde of zijne vertegenwoordigers, of zijne gerechtigden het » recht, binnen de drie maanden, die op het in werking treden van onder- » havig Verdrag zullen volgen, het contract terug in werking te brengen » mits betaling der in voorkomend geval vervallen premiën, vermeerderd » met de interesten van 5 t. h. per jaar. »

Het ontwerp houdt dat de regeling van de aldus voorziene gevallen insge- lijks zal toevertrouwd worden aan den Dienst voor Beheer en Vereffening, die met de Belgische belanghebbenden alle oorbaar geachte overeenkomsten zal mogen sluiten.

Met het oog op de noodzakelijkheid om, binnen korten tijd, de door die aangelegenheid vereischte maatregelen te nemen, zou, Mijne Heeren, de Regeering des Konings, er den grootsten prijs aan hechten dat het wetsont- werp welk zij de eer heeft u voor te leggen, bij dringendheid aan uwe stemmen werd onderworpen.

*Namens den Minister van Nijverheid,
Arbeid en Bevoorrading,*

De Minister van Openbare Werken,

ANSEELE.

PROJET DE LOI

sur l'exécution des clauses du Traité de paix de Versailles relatives aux contrats d'assurance sur la vie.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre Nom aux Chambres législatives, par Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement :

ARTICLE PREMIER.

Suivant la faculté qui lui est conférée par le Traité de Paix de Versailles (§ 12 de l'Annexe à la Section V des Clauses Économiques), le Gouvernement belge résilie, à la date du 10 avril 1920, tous les contrats d'assurance sur la vie en cours entre une compagnie d'assurance allemande et les ressortissants belges.

ART. 2.

Les contrats visés à l'article 1 sont repris par le Gouvernement belge, qui

WETSONTWERP

betreffende de uitvoering der bepalingen van het Vredesverdrag van Versailles, in verband met de levensverzekeringsovereenkomsten.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt, zal door Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading in Onzen Naam aan de Wetgevende Kamers voorgelegd worden :

EERSTE ARTIKEL.

Gebruik makende van het haar door het Vredesverdrag van Versailles (12^{de} paragraaf van het bijvoegsel tot Afdeling V der Economische bepalingen) verleende recht, verbreekt de Belgische Regeering, van 10 April 1920 af, al de van kracht zijnde levensverzekeringsovereenkomsten met eene Duitse verzekeringsvennootschap door Belgische staatsaanhoorigen gesloten.

ART. 2.

De bij artikel 1 bedoelde overeenkomsten worden overgenomen door de

en confie l'exécution, sous son contrôle, à un « Office de gestion et de liquidation » rattaché au Ministère de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement. Cet office sera institué dans des conditions à déterminer par arrêté royal. Il jouira de la personnification civile, en vue et dans les limites de l'exécution de sa mission.

ART. 3.

L'Office de gestion et de liquidation sera également chargé du règlement de tous les cas prévus par le paragraphe 11 de l'Annexe à la Section V des Clauses Économiques du Traité de Paix de Versailles.

ART. 4.

La présente loi entrera en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur Belge*.

Donné à Laeken, le 11 mars 1920.

Belgische Regèering die, onder haar toezicht de uitvoering ervan toevertrouwt aan een aan het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading verbonden « Ambt voor beheer en vereffening ». Dit ambt zal onder bij Koninklijk besluit vast te stellen voorwaarden, ingesteld worden. Het zal de rechtspersoonlijkheid genieten, met het oog op en binnen de palen van het uitvoeren zijner opdracht.

ART. 3.

Het Ambt voor beheer en vereffening wordt insgelijks belast met de afdoeining van al de bij paragraaf 11 van het bijvoegsel tot Afdeeling V der Economische bepalingen van het Vredesverdrag van Versailles voorziene aangelegenheden.

ART. 4.

Deze wet treedt in werking den dag harer bekendmaking in het *Staatsblad*.

Gegeven te Laken, den 11^{en} Maart 1920.

ALBERT.

Par le Roi :

Pour le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement empêché :

Le Ministre des Travaux Publics,

Van 's Konings wege :

Voor den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading, belet :

De Minister van Openbare Werken,

ANSEELE.

